

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 4

Artikel: 7e vague de mobilisation en Ukraine
Autor: Brukhis, Valerie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781437>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Selon l'ONU, le conflit en Ukraine a fait entre 2014 et juin 2016 au moins 9'471 morts et 21'532 blessés.

Toutes les photos via l'auteur.

Traduction : A+V

International

7^e vague de mobilisation en Ukraine

Valerie Brukhis

Assistante en Relations internationales, Université St. Thomas, Minnesota, USA

Le Global Peace Index a noté l'Ukraine parmi les dix pays les plus dangereux au monde. Les experts attribuent cet état de fait aux tactiques hybrides russes, notamment la déstabilisation de la région du Donbass. Alors que le gouvernement de Kiev rebondit en prenant plusieurs mesures pour améliorer sa sécurité nationale.

Les réformes politiques et économiques

Andras Racz, de l'Institut finlandais des Affaires internationales, a étudié les efforts russes de déstabilisation qui se sont déroulés en trois phases: préparatifs, attaque et stabilisation. En utilisant les médias et en soutenant les mouvements séparatistes et anti-gouvernement, ces tactiques capitalisent sur les faiblesses stratégiques, politiques, économiques et sociales ukrainiennes.

Le nouveau pouvoir politique à Kiev en 2014 a entrepris des réformes audacieuses, mais à un rythme si lent que beaucoup ont été déçus. On note plusieurs succès, dont la lutte contre la corruption dans le secteur bancaire, la dépendance gazière vis-à-vis de la Russie. La réforme du pouvoir judiciaire a également déçu.

On compte quelques succès, à l'instar des déclarations électroniques ou encore la création d'une police de proximité. Mais le Gouvernement a toujours de nombreux trous à combler. Ainsi les unités de la police anti-émeutes, rattachées au Ministère de l'Intérieur, ont agi de manière excessivement violente contre les manifestants de l'Euromaidan. De plus, Kiev est affaibli par son inconstance politique. Un changement de cabinet a ainsi remplacé le Premier ministre et mis en place un Gouvernement incomplet durant plusieurs semaines – en attendant la nomination d'un nouveau ministre de la Santé.

L'image internationale

Les réactions du Gouvernement ukrainien à l'ingérence russe sont laborieuses. Il faut tenir compte de la dispersion et du manque de développement, du nombre de victimes civiles. L'armée est composée essentiellement de jeunes volontaires. De nombreux officiels, dirigeants ou officiers sont pro-russes. Kiev doit ainsi démontrer à la Communauté internationale qu'elle respecte le droit international humanitaire, afin de ne pas s'aliéner le soutien et l'aide internationale.

Entretemps, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) annoncent des affrontements croissants, une augmentation du nombre de victimes civiles, des « hotspots » (Avdiivka et Yasynuvata) et un rapprochement des forces armées en présence sur le terrain. Le Président Poroshenko a dès lors signé un Décret sur la décision du Conseil de la Sécurité nationale et de la Défense d'Ukraine, le 20 mai 2016, qui permet la mise en place d'une mission de police armée de l'OSCE, visant l'adhésion complète à l'OTAN, et autorise l'afflux d'aide américaine pour renforcer les mesures de défense de l'Ukraine.

Mobilisation en demi-teinte

En raison du nombre croissant de morts, de la complexité de l'intervention russe à l'Est, de budgets insuffisants, le Gouvernement ukrainien a eu de la peine à mettre sur pied des forces militaires de bonne qualité pour défendre son intégrité. Lorsque Poroshenko a décrété une septième vague de mobilisation, en février 2016, il a inclus des outils juridiques permettant à la présidence de mobiliser des forces nouvelles sans avertissement et de manière unilatérale. Le Ministre de la Défense Stepan Poltorak a admis que les efforts pour mobiliser des forces avaient été confrontés à de nombreuses difficultés: changements d'adresses, refus de répondre à la porte; courriers et rappels simplement ignorés. Ainsi, à peine

60% des astreints ont effectivement pu être mobilisés. On compte cependant 8,5% de volontaires et ce chiffre a été augmenté par la création de très nombreux postes de militaires contractuels.

Sécurité

Le 29 mars 2016, Poroshenko a annoncé une nouvelle mesure de conscription, entre le 5 mai et le 30 juin. Les classes d'âge visées sont les 20-27 ans – et non les 18-25 ans comme précédemment. Ces efforts visent environ 16'000 personnes, dont on prévoit que 8'000 rejoindront les forces armées ukrainiennes alors que l'autre moitié servira dans d'autres institutions « militarisées » - soit 4'000 gardes nationaux, 4'000 gardes frontières et environ 600 dans le Service des transports spéciaux. De plus, le Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) a récemment ratifié une loi permettant l'élargissement des forces spéciales, organisées et alignées sur le modèle occidental.

Il est prévu que ces recrues servent 18 mois, seulement 12 pour les étudiants. Désormais, ces recrues ne sont plus obligées de servir dans les secteurs de conflit, ceci afin d'améliorer les chiffres du recrutement. De même, on accepte désormais des contrats d'un à cinq ans, alors qu'auparavant les contrats étaient à durée déterminée de cinq ans ou rien.

Budget

L'Etat ukrainien a sensiblement augmenté ses dépenses militaires. Ainsi 113,6 UAH, ou 5% du PIB, sont désormais alloués au budget de la défense. Ce chiffre n'était que de 0,7% en moyenne durant la décennie 1992-2012 – soit le niveau de la Suisse (NdlR). L'élément le plus marquant a été le doublement du salaire des militaires, à 7'000 UAH (environ 280 CHF), soit environ 100 CHF plus que le salaire moyen en Ukraine. Le but de cette mesure présidentielle n'est pas seulement de recruter davantage de soldats ; mais il s'agit également d'améliorer la qualité et de diminuer la corruption (vols et bakchichs).

Ce sont essentiellement des volontaires qui ont assuré la survie de l'Ukraine en 2014. Depuis, des efforts importants ont été réalisés pour créer une véritable armée professionnelle. Aujourd'hui ce sont encore des volontaires qui s'occupent des blessés et des malades, car le budget ne parvient pas à couvrir les dommages de la guerre. Néanmoins le budget de 2016 comprend pour la première fois un article permettant d'augmenter les dépenses en matière de protection de la population, mettant en place des alarmes et exercices d'évacuation.

Il convient cependant de relativiser ces mesures, car en termes réels, le budget de la défense stagne. Il est prévu même qu'il baisse de 0,1% en raison de la conjoncture économique et de la chute de la valeur de la monnaie. Or, comme beaucoup de matériels militaires sont achetés à l'étranger, le renforcement des forces de défense demeure un défi considérable pour l'Ukraine.

V. B.



Ci-dessus : Le président ukrainien, Petro Poroshenko, a été élu le 7 juin 2014.



L'Ukraine disposait dans les années 1990 des meilleures usines de production d'armement - notamment des chars T64 puis T80. Aujourd'hui, certains matériels modernes cotoient des vestiges de la guerre froide.

